

Nous refusons que la recherche publique cautionne de grands groupes chimiques

27 novembre 2020 / [Des scientifiques d'ateliers d'écologie politique](#)



Les auteurs de cette tribune interpellent M. Mauguin, pédégé de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, au sujet de la participation de l'Inrae à un colloque sur la chimie et l'agriculture durable où les industriels sont surreprésentés. Un cas d'école d'instrumentalisation de la science,

soulignent-ils, préjudiciable à l'intérêt général et à l'information de la jeunesse sur la crise écologique.

Voici une lettre ouverte à M. Mauguin, pèdégé de l'Inrae, sur la participation problématique de l'Institut au colloque « Chimie et agriculture durable ». La lettre a été écrite par les scientifiques des ateliers d'écologie politique de Toulouse, Montpellier, Paris-Île-de-France et Rennes. À cause des restrictions sanitaires, l'événement a été reporté, avec programme et conférenciers inchangés, ce qui n'enlève donc rien au problème soulevé par cette lettre.

Monsieur Mauguin,

Le mercredi 4 novembre 2020, à Paris, la Fondation de la Maison de la chimie organisait un colloque intitulé *Chimie et agriculture durable : un partenariat en constante évolution*. [Le colloque a été repoussé en raison de la crise sanitaire mais devrait avoir lieu avec un programme inchangé.] L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) donne une caution scientifique à cet événement par la **participation de son directeur scientifique environnement**.

Pourtant, ce colloque nous apparaît comme un cas d'école de manipulation de la démarche scientifique à des fins d'influence. Nous nous adressons à vous en tant que pèdégé d'un institut public **officiellement dédié à « la science pour la vie, l'humain, la terre »**, pour vous demander d'annuler la participation de l'Inrae à cet événement. La menace d'instrumentalisation de la réputation de l'Inrae à des fins d'intérêts privés est bien réelle, intérêts privés allant dans le sens d'une aggravation des crises écologique et climatique que l'Institut prétend combattre. Nous vous demandons également qu'une politique institutionnelle explicite soit mise en œuvre pour, à l'avenir, faire face à ce type d'instrumentalisation.

Selon le programme du colloque, tout serait soluble dans la chimie

Le programme du colloque pose en effet deux problèmes majeurs, l'un scientifique, l'autre éthique. Le premier réside dans l'inadéquation entre le contenu du programme et l'objectif affiché de la journée. Un manque de hauteur sur les questions en jeu y est patent, et ce, dès les premières lignes de présentation du colloque. Il y est question de l'urgence à développer une agriculture « *raisonnée* » : ce vocable, apparu au milieu des années 1990 comme réponse des industriels et de la FNSEA à la dénonciation des pollutions d'origine agricole, a été mis en évidence comme visant à promouvoir une agriculture productiviste et utilisatrice de pesticides.

L'objectif de « *produire plus et mieux* » est affirmé sans être discuté, alors que de plus en plus de voix prônent des approches englobant **l'ensemble du système alimentaire et non la seule production**, et appellent avant tout à réduire les gaspillages et la surconsommation alimentaires, en premier lieu de produits animaux.

Même sous un angle d'approche assez étroit, on ne compte plus les controverses et conflits qui déchirent nos sociétés et interrogent la science sur les relations entre agriculture et chimie, depuis la [dénonciation historique du **pesticide DDT par Rachel Carson**, jusqu'à, plus récemment, **l'interdiction du glyphosate**, la question des **distances minimales autour des habitations pour l'épandage des pesticides**, la **réautorisation des insecticides néonicotinoïdes pour les betteraves**, ou encore la reconnaissance de **maladies professionnelles des travailleurs agricoles** en lien avec l'utilisation de pesticides... Quoi d'étonnant lorsqu'il s'agit de nos besoins primaires — alimentation, santé et environnement immédiat — dans un contexte de ravages écologiques ? Or, le programme de ce colloque semble faire le pari que toutes ces controverses et questions sensibles sont solubles dans la chimie.



La réautorisation critiquée des insecticides néonicotinoïdes a été votée pour lutter contre la jaunisse. À droite, une betterave touchée par le virus.

Surreprésentation des industriels de la chimie ; absence des associations environnementales et de consommateurs

Pour établir une base solide sur la place de la chimie en agriculture, il serait nécessaire d'inviter des spécialistes de disciplines multiples et d'écoles de pensée diverses, au premier rang desquels la chimie, bien sûr, mais aussi l'agronomie, l'agroécologie, la toxicologie, l'écotoxicologie, les sciences humaines et sociales, entre autres. Nous regrettons l'absence des chercheurs et autres acteurs agricoles qui testent et évaluent des systèmes de culture en réelle rupture avec la chimie, et ce, avec très peu ou **pas de pesticides**, alors que leur expertise est essentielle pour des remises en question à la fois sans tabou et sans angélisme des modèles agricoles. Quant aux associations environnementales et de consommateurs, elles sont totalement absentes du programme.

Plus préoccupant encore, avec neuf intervenants sur seize, les industriels sont surreprésentés, certains étant visibles dans le programme (comme Bayer France côté pesticides) et d'autres apparaissant sous une autre affiliation. L'introduction et la conclusion de la journée reviennent

au président de la Fondation internationale de la Maison de la chimie, dont le bureau comporte trois anciens cadres de Total, [les grands groupes chimiques] Arkema et BASF. Les animateurs de session comprennent l'ancienne directrice des affaires publiques et de la communication de l'Union nationale des industries de la protection des plantes (organisation professionnelle des industriels des pesticides) et actuelle *senior manager* affaires institutionnelles de Philip Morris France, ainsi qu'un **enseignant chercheur retraité connu pour ses propos climatosceptiques**.

Les femmes sont peu représentées dans le programme, ce qui s'inscrit dans le droit fil d'une approche historiquement très masculine de l'agrochimie au service d'une agriculture productiviste. Enfin, nous nous demandons quel poids pourra avoir la contribution du directeur scientifique environnement de l'Inrae sur « *la recherche agronomique et la transition agroécologique* », dans la mesure où il est le seul représentant d'un institut de recherche publique et presque le seul scientifique en activité dans le programme. Par sa présence, quoi qu'il en soit, il légitime la journée sur le plan académique.

C'est l'idéal de vérité publique qui est détourné

Cette description des intervenants révèle un second problème plus grave, d'ordre éthique : une « *manipulation de l'autorité de la science a? des fins d'influence* », telle qu'analysée dans *Les Gardiens de la raison*, (La Découverte, 2020) par Stéphane Foucart, Stéphane Horel et Sylvain Laurens . « *La stratégie des marchands de pétrole, de plastique, de pesticides et d'alcool consiste désormais a? dire ce qu'est la "bonne" science*, constatent les auteur.e.s. *Nous assistons a? un détournement des logiques mêmes de fonctionnement d'un espace public reposant sur un idéal de vérité.* »

En particulier, « dans l'écosystème de la tromperie modern style, la cible privilégiée des influenceurs n'est plus seulement le ministre ou le haut fonctionnaire de la Commission européenne, mais le professeur de biologie de collège, l'animateur d'un "café?science", ou l'agronome éclairé, passeur de savoir sur son blog ». Ainsi, la Fondation de la Maison de la chimie affirme que « ce colloque est ouvert à un large public avec une attention particulière aux lycéens et à leurs enseignants ». La conférence sera diffusée en direct sur le [site Mediachimie](#), dédié à « mieux transmettre les connaissances des chimistes d'aujourd'hui aux générations futures ».



« La stratégie des marchands de pétrole, de plastique, de pesticides et d'alcool consiste désormais à? dire ce qu'est la "bonne" science. »

Sur ce site, nous pouvons trouver en *replay* une [conférence de 2015 sur le changement climatique du climatosceptique notoire Vincent Courtillot](#). N'est-ce pas là une tentative de détourner la jeune génération, qui s'est saisie depuis quelques années de la question de la crise environnementale et qui réclame un changement drastique des politiques publiques, notamment pour la préservation de la biodiversité ? Conflits d'intérêts, surreprésentation des industriels, volonté pédagogique : il semble bel et bien que tous les ingrédients de la « tromperie » décrite dans *Les Gardiens de la raison* soient ici rassemblés.

Nous, signataires, ne sommes pas et ne voulons pas être les « *gardiens de la raison* », nous sommes juste des scientifiques connaissant tous et toutes les difficultés à essayer de se rapprocher de la vérité, et l'impérieuse nécessité d'un libre et honnête débat contradictoire pour y parvenir. Nous nous interrogeons sur nos moyens d'action en pareille situation. Faut-il interpeller les partenaires du site Mediachimie, parmi lesquels le CNRS (Conseil national de la recherche scientifique) et le Collège de France ? Ou interpeller des parlementaires sur la reconnaissance d'utilité publique dont bénéficie la Fondation de la Maison de la chimie ?

En attendant, nous vous appelons à vous saisir de ce sujet en tant que pèdégé de l'Inrae pour défendre les valeurs de service public que se doit de porter cet institut. Selon nous, les institutions publiques à vocation scientifique ont la mission essentielle de garantir l'absence de toute collusion entre la recherche académique et des intérêts privés, collusion qui pourrait se faire au détriment de l'intérêt général.

La lettre complète est disponible [ici](#).

Lire aussi :

Pesticides SDHI : « L'Anses n'a pas pris la mesure du drame »

Source : Courriel à *Reporterre*

Photos :

. chapô : Pesticides. Département des Yvelines / [Flickr](#) © Nicolas DUPREY / CD 78

. Betteraves. © Justine Guitton-Boussion/*Reporterre*

. Plateforme pétrolière. [Pixabay](#)

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Nous-refusons-que-la-recherche-publique-cautionne-de-grands-groupes-chimiques>